

*relatif à l'extension des canalisations d'eau, de gaz et d'électricité* [11 mai 1951] (p. 5032).

**FINET (M. Maurice)**, Député de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1949] (p. 34). — Est désigné : pour faire partie de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 mars 1947] (p. 868) ; par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (application de l'article 3 de la loi du 25 novembre 1946) [15 mars 1950] (**F. n° 527**), [24 février 1951] (**F. n° 680**) ; pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [28 juillet 1947] (p. 3623), [30 janvier 1948] (p. 329), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150). — *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des postes de maître d'internat dans les collèges techniques, **n° 566**. — Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de Mme Hertzog-Cachin et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éducation nationale les frais de fonctionnement des deux collèges moderne et technique de la ville de Suresnes, **n° 918**. — Le 13 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'édu-

cation nationale sur la proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à classer dans le cadre d'État de l'enseignement technique, les contremaitres municipaux titulaires des Ecoles pratiques de commerce et d'industrie, **n° 1700**. — Le 2 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi autorisant la cession de l'École centrale lyonnaise à l'État, **n° 1886**. — Le 7 août 1947, une proposition de loi tendant à proroger les dispositions transitoires de l'article 19 de l'acte dit loi du 31 décembre 1940 réglementant l'ordre des architectes, **n° 2300**. — Le 9 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Finet tendant à proroger les dispositions transitoires de l'article 19 de l'acte dit loi du 31 décembre 1940 réglementant l'ordre des architectes, **n° 2374**. — Le 27 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une École nationale professionnelle à Toulouse, **n° 2506**. — Le 27 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éducation nationale les frais de fonctionnement et de modernisation du « Collège technique Vauban » de la ville de Courbevoie ; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer la nationalisation des collèges modernes et techniques de Courbevoie, **n° 2507**. — Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le « Collège moderne de jeunes filles » de Mouy (Oise) et à prendre en charge tous les frais afférents à l'entretien et au fonctionnement de cet établissement scolaire, **n° 3678**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éducation nationale les frais d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des deux collèges, moderne et technique, de la ville d'Orléans, **n° 3869**. — Le 18 mars 1948,

un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Couston et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à confier au Ministère de l'Éducation nationale la charge et les frais afférents au fonctionnement du Collège technique et moderne de l'Isle-sur-Sorgues, **n° 3870**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution de M. René Schmitt ; 1° tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du Collège classique et moderne de jeunes filles de la ville de Cherbourg ; 2° tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien des collèges techniques de filles et de garçons de la ville de Cherbourg, **n° 3871**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Lamarque-Cando et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éducation nationale les frais de fonctionnement, d'entretien et de modernisation des deux collèges moderne et technique d'Aire-sur-Adour (Landes), **n° 3872**. — Le 10 août 1949, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. Le projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels ; II. Les propositions de loi : a) de MM. Mauroux et Catrice tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels ; b) de MM. Pairault et Maurice Walker et plusieurs de leurs collègues, conseillers de la République, tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels, **n° 5238**. — Le 31 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres du gouverneur général Eboué, **n° 5426**. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 50 0/0 les contingents d'essence ou de gas-oil attribués aux prioritaires ; 2° de M. Dusseaulx et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accroître le contingent de carburant alloué aux artisans ; 3° de MM. Médecin, Emile Hugues et Olmi

tendant à inviter le Gouvernement à rétablir une ristourne sur le prix de l'essence en faveur des artisans du taxi ; 4° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux voyageurs, représentants et placiers de l'industrie et du commerce, une attribution de 150 litres d'essence par mois, **n° 6800**. — Le 23 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 6846**. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi régularisant la situation des élèves recrutés au concours de 1947 de l'Ecole centrale des arts et manufactures, **n° 7521**. — Le 2 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Marcel Poimboeuf et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à favoriser et soutenir pécunièrement, moyennant les garanties normalement exigibles, une « saison » artistique et culturelle dans le cadre du palais de Versailles, de ses dépendances et de son parc, **n° 7735**. — Le 2 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à : 1° rétablir la ristourne sur l'essence, en faveur des chauffeurs de taxis ; 2° garantir à l'industrie du taxi une allocation d'essence égale à celle qui lui a été accordée au mois de mai 1949, **n° 7736**. — Le 2 juillet 1949, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi fixant les modalités de la prise en charge par l'Etat de l'exécution des tâches de répartition des produits industriels, **n° 7737**. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi créant auprès du Conservatoire national des Arts et Métiers le laboratoire normal de France, **n° 7939**. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi autorisant la concession de la construction et de l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et à la réalisation du grand canal d'Alsace, **n° 7940**. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Greffier et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à fournir une attribution exceptionnelle d'essence à tous transporteurs qui s'engagent à ravitailler en eau potable les populations des localités rurales actuellement sans eau, n° 7977. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un contingent d'essence à titre prioritaire à tout salarié possesseur d'un véhicule automobile à l'occasion de son congé annuel, n° 7978. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article unique de la loi n° 49-728 du 2 juin 1949, relative au régime de vente de l'essence, en substituant jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1949, au chiffre de 175.000.000 de litres celui de 200.000.000 de litres, n° 8088. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation de l'École de métiers de la meunerie, n° 9180. — Le 17 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 9286) de M. Bergeret tendant à modifier les articles 37, 38 et 39 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux, n° 12546. — Le 28 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 11876) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourné sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis, n° 13027. — Le 17 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11182) de M. Duveau tendant à introduire l'enseignement officiel de la chiropractie dans les facultés de médecine, n° 13296. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11739) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à faire prendre en charge par l'Etat l'exécution et le paiement des travaux qui restent à effectuer au nouveau lycée de garçons de Perpignan, n° 13350.

### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire de la Côte française des Somalis [28 janvier 1947] (p. 64), — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 719). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 706 : *Centres de formation professionnelle* [9 juillet 1947] (p. 2685); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 501 : *Subventions aux centres de transfusion sanguine* [17 juillet 1947] (p. 3142); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3362, 3363); Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire les crédits de 455.000 francs pour le personnel d'administration académique* (p. 3390); *Le retire* (ibid.); Chap. 150 : *Traitements du personnel des établissements publics d'enseignement technique* (p. 3397, 3398); Chap. 151 : *Salaires du personnel ouvrier des établissements publics d'enseignement technique* (p. 3398); Chap. 154 : *Personnel de direction et administration des centres d'apprentissage* (ibid.); Chap. 191 : *Traitements du personnel de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts et de celle des Arts décoratifs* (p. 3402); Chap. 343 : *Ecoles nationales d'enseignement technique* [22 juillet 1947] (p. 3412); Chap. 352 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire les crédits pour le fonctionnement des centres d'apprentissage* (p. 3413); Chap. 353 : *Loyers des centres d'apprentissage* (p. 3414); Chap. 409 : *Bourses et trousseaux de l'enseignement technique* (p. 3423). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi réglementant l'ordre des architectes, en qualité de *Rapporteur* [11 août 1947] (p. 4229); — d'une proposition de loi de M. Cayol concernant les contremaîtres municipaux titulaires des écoles pratiques de commerce et d'industrie, en qualité de *Rapporteur* [11 août 1947] (p. 4229, 4230). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6307, 6308); — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels: *Motion préjudicielle de M. Michel tendant*

à ajourner le débat [16 mars 1948] (p. 1756); — du projet de loi portant aménagement du budget de l'exercice 1947 reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 706 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres de formation professionnelle* [28 juillet 1948] (p. 4980, 4981); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 501 : *Centres de transfusion sanguine* [29 juillet 1948] (p. 5063); Chap. 526 : *Amendement de M. Cordonnier tendant à réduire de 575 millions les crédits pour subventions à l'entraide française* (p. 5073); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 106 : *Commissaires et secrétaires aux prix* [2 août 1948] (p. 5193); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'enseignement technique* [3 août 1948] (p. 5241 et suiv.); Chap. 106 : *Personnel de l'administration académique* (p. 5260); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 5261); *le retire* (ibid.); Chap. 150 : *Personnel titulaire de l'enseignement technique* (p. 5277); Chap. 152 : *Indemnités aux établissements d'enseignement technique* (p. 5282); Chap. 191 : *Écoles nationales des Beaux-Arts et des Arts décoratifs* [4 août 1948] (p. 5297); Chap. 343 : *Matériel des écoles d'enseignement technique* (p. 5311); Chap. 345 : *Matériel des ateliers-écoles* (p. 5311, 5312); Chap. 517-1 : *Subventions aux écoles professionnelles de l'aéronautique* (p. 5340); Chap. 600 : *Outillage individuel et prix de l'enseignement technique* (p. 5350); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 6045 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour dépenses de documentation et vulgarisation* [14 septembre 1948] (p. 6518); — de la proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation des combustibles minéraux; Art. 2 : *Son amendement tendant à augmenter les délais prévus pour soumettre les comptes aux actionnaires* [29 juillet 1948] (p. 5021); *Son amendement tendant à intégrer les provisions dans le bénéfice pour les houillères lorraines* (p. 5021); Art. 4 : *Son amendement tendant à harmoniser toutes les dates dans l'ensemble de la loi* (p. 5023); — du projet de loi relatif au regroupement des services administratifs : *Discussion générale* [23 août 1948] (p. 6111). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance de la veille (*Retrait de l'ordre du jour du projet sur les centres d'apprentissage*) [24 août 1948] (p. 6139). — Prend

part à la discussion : du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement des dépenses et crédits pour 1948 (*Investissements*) : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6377, 6378); — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage; Art. 4 : *Amendement de M. Albert Masson tendant à accorder le statut de la fonction publique au personnel des centres d'apprentissage* [16 décembre 1948] (p. 7612); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 décembre 1948] (p. 8130, 8131); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières; Art. 2 : *Taxe couvrant les dépenses du service de répartition* [31 décembre 1948] (p. 8307); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Industrie et du Commerce, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 mars 1949] (p. 1819, 1820); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1912, 1913, 1914); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale; Chap. 148 : *Personnel des établissements publics d'enseignement technique* [5 avril 1949] (p. 2051); Chap. 349 : *Matériel des collèges techniques* (p. 2061); Chap. 355 : *Centres d'apprentissage* (p. 2061); Chap. 360 : *Aménagement des établissements d'enseignement technique* (p. 2062); Chap. 361 : *Contrôle médical et hygiène scolaire* (p. 2063); Chap. 414 : *Bourses aux élèves des centres d'apprentissage* (p. 2080, 2081); Chap. 527 : *Apprentissage artisanal* (p. 2083); — du projet de loi portant transfert au Panthéon du corps de Marc Schœlcher, en qualité de *Rapporteur* [19 mai 1949] (p. 2647, 2648); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 8009 : *Reconstruction des établissements du second degré* [4 juillet 1949] (p. 4155); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 juillet 1949] (p. 5369, 5373); Art. 6 : *Demande de seconde délibération présentée par M. Louvel* [28 juillet 1949] (p. 5438); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5439); — du projet de loi relatif aux sociétés nationales de constructions aéronautiques amendé par le Conseil de la République; Art. 4 bis : *Amendement de M. Barangé tendant à reprendre le texte*

voté en première lecture en supprimant le mot « quatre » [29 juillet 1949] (p. 5492); — d'une proposition de loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz amendée par le Conseil de la République : Art. 2 bis : *Amendement de M. Couston tendant à fixer la puissance maxima des machines pouvant être mises en marche en même temps* [30 juillet 1949] (p. 5607); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2888, 2889); Art. 7 : *Primes accordées à la construction* [28 avril 1950] (p. 3073); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 juillet 1950] (p. 5613); Art. 2, Etat C : *Son amendement tendant à augmenter d'un milliard les crédits pour les Charbonnages de France* (p. 5616); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [5 juin 1950] (p. 4237, 4238); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale (Ses observations sur la transfusion sanguine et l'équipement hospitalier)* [12 juin 1950] (p. 4606); COMMERCE ET INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur* [12 juin 1950] (p. 4640, 4641); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 4646); Chap. 1020 : *Personnel des services extérieurs (Service de la propriété industrielle)* (p. 4647); Chap. 1140 : *Amendement de M. Peyrat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Laboratoire central des services chimiques de l'Etat* [13 juin 1950] (p. 4664); Chap. 1180 : *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir les crédits pour l'École supérieure de métrologie* (p. 4666); Chap. 1250 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel chargé des tâches de répartition, présentée par le Gouvernement* (p. 4667); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 5010 : *Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le centre scientifique et technique du bâtiment* [13 juin 1950] (p. 4719); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale* [16 juin 1950] (p. 4922, 4923); Chap. 1260 : *Conseil supérieur de la comptabilité* (p. 4941); Chap. 5060 : *Amendement de M. Greffier tendant à supprimer les crédits pour l'Association française pour le développement de la productivité (Méfaits de la notion de productivité)* (p. 4947); EDUCATION

NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur l'orientation scolaire)* [22 juin 1950] (p. 5173, 5174); Chap. 1000 : *Administration centrale d'inspecteurs généraux des services administratifs* [23 juin 1950] (p. 5220); Chap. 1060 : *Inspection générale de l'enseignement* (p. 5220, 5221); Chap. 1480 : *Conservatoire national des Arts et Métiers* [17 juillet 1950] (p. 5469); Chap. 1530 : *École des Arts et Métiers* (p. 5470, 5471); Chap. 1560 : *Personnel des centres d'apprentissage* (p. 5478, 5479); Chap. 1570 : *Contractuels des centres d'apprentissage* (p. 5480); Chap. 1580 : *Auxiliaires des centres d'apprentissage* (p. 5480, 5481); Chap. 3290 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le matériel des lycées* (p. 5502); Chap. 3300 : *Grosses réparations dans les lycées* (p. 5502); Chap. 3440 : *Conservatoire national des Arts et Métiers (Institut aéronautique de Saint-Cyr)* [18 juillet 1950] (p. 5520); Chap. 3450 : *Matériel des Ecoles nationales d'enseignement technique* (p. 5520); Chap. 3460 : *Matériel des collèges techniques* (p. 5521); Chap. 3500 : *Bourses de voyage de l'enseignement technique* (p. 5523); Chap. 3520 : *Dépenses de fonctionnement des centres d'apprentissage* (p. 5523); Chap. 4110 : *Bourses de l'enseignement technique* (p. 5550); Chap. 5200 : *Subventions aux écoles nationales supérieures d'ingénieurs* (p. 5562); Chap. 5220 : *Subventions aux cours professionnels* (p. 5563); Chap. 5250 : *Subventions à l'établissement professionnel de l'aéronautique* (p. 5564); Chap. 5300 : *Apprentissage artisanal* (p. 5565); Chap. 5440 : *Conservatoire national de musique* [19 juillet 1950] (p. 5589); Chap. 6140 : *Subventions aux cours de perfectionnement pour la promotion ouvrière* (p. 5610); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 (Travaux neufs); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 802 : *École nationale professionnelle de Saint-Ouen* [20 juillet 1950] (p. 5670); Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9020 : *Construction d'établissements du second degré* (p. 5681, 5682); Chap. 9380 : *Constructions scolaires de l'enseignement du premier degré* (p. 5682, 5683); — du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 août 1950] (p. 6757); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Éducation nationale, amendée par le Conseil de la

République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7945, 7946); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 décembre 1950] (p. 8624); INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 mars 1951] (p. 1915); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1110 : *Personnel des universités (Création de chaires nouvelles dans les universités de médecine)* [20 avril 1951] (p. 3678, 3679); Chap. 1500 : *Conservatoire des arts et métiers* [21 avril 1951] (p. 3737, 3738); Chap. 1520 : *Etablissements d'enseignement technique (Création de collèges)* (p. 3738, 3739); *Amendement de M. Masson tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 3740); *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Ecole d'apprentissage de Strasbourg)* (p. 3740, 3741); Chap. 1540 : *Centres d'apprentissage* (p. 3742); Chap. 1550 : *Personnel contractuel des centres d'apprentissage* (p. 3743); Chap. 2280 : *Direction de l'architecture* (p. 3752, 3753); Chap. 5230 : *Cours professionnels* [23 avril 1951] (p. 3773); Chap. 5260 : *Centres d'apprentissage de l'aéronautique* (p. 3773); Chap. 6130 : *Subventions à la promotion ouvrière* (p. 3785); Chap. 3270 : *Réparation des lycées* (p. 3789); Chap. 3350 : *Constructions scolaires* (p. 3806).

— Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative à la fourniture de renseignements aux parlementaires par la régie autonome des transports parisiens [13 avril 1951] (p. 3266). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique une question relative au licenciement du personnel enseignant des centres d'apprentissage et collèges techniques [27 avril 1951] (p. 4119). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* (plan Monnet) [5 mai 1951] (p. 4655, 4656, 4674, 4675); Etat C, CHARBONNAGES DE FRANCE (*Situation de la consommation et production de charbon*) [6 mai 1951] (p. 4728, 4729); ELECTRICITÉ DE FRANCE (*Situation de l'équipement électrique*) (p. 4729); GAZ DE FRANCE (*Situation de la production de gaz*) (p. 4732); Article additionnel : *Amendement de M. Mudry tendant à équilibrer l'autofinancement de l'Electricité de France en haussant le prix de l'électricité vendue aux industriels* (p. 4736, 4737);

— du projet de loi relatif à la construction de pipe-lines, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [22 mai 1951] (p. 5750).

**FLACHIER (Mme Jenny)**, *Député de la Drôme.*

Est nommée membre de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102). = Son élection est invalidée [30 janvier 1947] (p. 284).

#### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département d'Oran (2<sup>e</sup> collège) [28 novembre 1946] (p. 25).

**FLORAND (M. Anselme)**, *Député de la Creuse.*

Son élection est validée [22 décembre 1950] (p. 9470). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [3 janvier 1951] (p. 49), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur les importations de pommes de terre au préjudice des producteurs [4 avril 1951] (p. 2670); — sur la politique économique du Gouvernement et l'écoulement de la récolte de pommes de terre de la Creuse [12 avril 1951] (p. 3206); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 3228). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour 1951; Art. 5 : *Son amendement relatif au dégrèvement fiscal en cas de perte de cheptel* [18 mai 1951] (p. 5507, 5508).

**FONLUPT-ESPERABER (M. Jacques)**, *Député du Haut-Rhin.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946]